

pour le X^e congrès du PSU

Les textes publiés ci-dessous constituent les synthèses d'orientation qui seront soumises au vote du X^e congrès du PSU qui doit se tenir à Strasbourg les 28, 29 et 30 janvier 1977.

La DPN (Direction politique nationale) des 20 et 21 novembre a fixé ainsi les thèmes du congrès et de sa préparation. Le congrès de janvier 1977 sera appelé à se prononcer sur :

- 1) un texte d'orientation court, résumant l'essentiel des options stratégiques ;
- 2) la prise en considération du projet de document général à partir des textes issus de cette DPN ;
- 3) l'adoption des orientations du parti en ce qui concerne les points du programme qui sont d'une actualité brûlante et qui sont susceptibles d'éclairer concrètement la stratégie : les nationalisations ; les rémunérations et les prix ; la politique internationale ; les institutions.

Le congrès sera également saisi des propositions concernant les structures discutées par cette même DPN. Devant l'impossibilité de publier l'ensemble des textes dans ce numéro de *Tribune socialiste*, un numéro spécial du *Courrier du PSU*, bulletin interne, sera édité très prochainement.

La commission de préparation ■

< TEXTE D'ORIENTATION A >

avertissement

Le texte ci-dessous résume les chapitres stratégiques du projet de programme. Pour l'essentiel, ces chapitres ont été élaborés lors des réunions de la commission « Programme » de la DPN, qui a fonctionné jusqu'au conseil national de Joinville, tous courants confondus. Ils ont été présentés successivement à la DPN et pris en considération par elle au cours de plusieurs de ses sessions. S'il est regrettable que cette élaboration collective ne se soit pas poursuivie ensuite, nous nous sommes efforcés, pour notre part, de tenir compte de l'ensemble des amendements et critiques compatibles avec les principes fondamentaux de l'orientation du parti. Rappelons qu'il s'agit d'un résumé, qui présente l'avantage de faciliter la discussion (le plan et la numérotation suivent ceux du texte complet), mais qui sur chaque point renvoie au texte complet qui est publié dans le *Courrier du PSU*.

Nous proposons que le texte issu du congrès s'intitule : *Eléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion*.

SYNTHESE D'ORIENTATION (A)

La question posée aujourd'hui en France, mais aussi dans d'autres pays, européens notamment, est celle des conditions dans lesquelles peut s'engager la construction d'un nouveau type de société. De façon plus ou moins explicite, cette aspiration à un changement de société se reflète à la fois dans les formes prises par les luttes, et dans l'attente de ce que pourra apporter une nouvelle majorité, un autre gouvernement. Même si elles peuvent prendre dans les faits des aspects contradictoires — par exemple dans la difficulté à engager la lutte contre la politique de Giscard — il est erroné d'opposer l'une à l'autre ces deux manifestations : ainsi, ne s'occuper que « des luttes » en ignorant qu'elles achoppent en définitive sur la nature du pouvoir politique — ou inviter les luttes à se taire « momentanément », pour ne pas gêner la victoire électorale et ensuite l'action gouvernementale.

Lutte pour « changer la vie » et lutte pour conquérir collectivement le pouvoir ne sont pas deux termes à opposer, mais à unifier :

tel est le but que doit se fixer une politique d'unité populaire vers l'autogestion socialiste : d'unité populaire **parce que chaque lutte ne dépasse son caractère revendicatif immédiat qu'à travers sa jonction avec d'autres luttes anticapitalistes** — les paysans quand ils rejoignent les ouvriers, les soldats quand ils ouvrent un nouveau terrain à l'action syndicale, la jeunesse scolarisée quand, à travers les problèmes de formation, elle élargit le champ de la bataille pour l'emploi, etc ; c'est à travers cette jonction qu'elles acquièrent leur dimension politique ; vers l'autogestion socialiste **parce que chaque lutte présente l'exigence d'une rupture avec le capitalisme, mais aussi avec les modes de décision, les hiérarchies, les rapports sociaux créés par le capitalisme ; que le socialisme ne peut plus être aujourd'hui conçu autrement que comme l'appropriation collective, non seulement des moyens de production, mais du pouvoir.**

Notre objectif est de montrer comment une telle politique est possible, parce qu'elle s'appuie sur tout ce que les travailleurs ont accumulé dans la lutte, et sur les possibilités que leur offre leur propre mobilisation.

1. — La perspective de l'autogestion socialiste n'est pas une invention théorique. Elle est **la réponse à la crise** qui frappe les sociétés occidentales, parce qu'elle offre une alternative à la domination de la bourgeoisie, et que cette alternative est déjà dessinée dans les luttes populaires.

1.1. — C'est une perspective actuelle : la crise est globale. Economique, elle appelle un autre mode d'organisation de la production ; politique et institutionnelle, elle permet qu'aux blocs sociaux lésardés de la bourgeoisie soit opposé un bloc populaire majoritaire ; idéologique, elle prépare le terrain à une révolution des rapports sociaux.

1.2. — C'est l'alternative nécessaire. Les moyens de coercition et de dégradation de l'existence par lesquels se maintiendrait le capitalisme font que plus que jamais le choix est entre barbarie ou socialisme. Ni les compromis avec le capitalisme, ni le maintien, dans un cadre de propriété étatique des rapports de production et sociaux capitalistes ne permettent d'échapper à ce choix.

1.3. — C'est une bataille aujourd'hui possible. De façon générale, parce que le stade même atteint par les sociétés industrielles rend réaliste un tel mode d'organisation sociale. Plus précisément en France, où la crise de la domination bourgeoise est plus accentuée et où, parallèlement les luttes populaires traduisent l'exigence d'un autre système de pouvoirs. Elle est possible surtout parce qu'il y a un chemin pour y parvenir.

2. — Avant de reconnaître ce chemin, il est nécessaire d'en rappeler le but. Déjà, dans son Manifeste de Toulouse, le PSU a apporté une image assez com-

plète du socialisme à construire. Depuis, à la lumière des faits (Chili, Portugal), il peut être plus précis — non sur un schéma complet et « idéal », mais **sur les lignes de force du socialisme autogestionnaire** : car il ne s'agit pas d'une société figée, mais d'une société de transition vers l'abolition complète de tout ce qui nous a été légué par le capitalisme — vers le communisme.

2.1. — L'autogestion socialiste ne sera pas réalisable tant que les travailleurs n'auront pas conquis le pouvoir d'Etat ; mais elle ne le sera pas non plus s'ils utilisent ce pouvoir pour consolider l'Etat légué par la bourgeoisie au lieu de le faire dépérir. Cela passe par le démantèlement des appareils répressifs, l'extension des libertés et la garantie du pluralisme, la généralisation dans tous les domaines des organes de démocratie directe qui deviennent la source unique du pouvoir : toute délégation ne peut qu'être élective et révocable. L'autogestion est alors l'expression la plus achevée de l'unité populaire, et celle-ci le moyen d'assurer l'hégémonie du prolétariat sans signifier la confiscation du pouvoir par celui-ci (a fortiori par ceux qui prétendraient le représenter).

2.2. — Elle ne peut non plus commencer à se développer sans un minimum d'appropriation collective des secteurs les plus importants de l'économie (crédit, monopoles, entreprises liées aux services publics, commerce extérieur) ; elle doit tendre à la généralisation de la propriété sociale des moyens de production et d'échange — qui ne s'assimile, ni à la propriété d'Etat, ni à la propriété de groupe : c'est la propriété indifférenciée de tous les travailleurs.

2.3. — La planification sociale substitue aux lois du marché une logique qui résulte de l'orientation déterminée par les travailleurs associés, dans les conseils de travailleurs des entreprises, les collectivités territoriales autogérées, les collectifs démocratiques de consommateurs et d'usagers.



2.4. — Les organes de base de démocratie directe sur lesquels repose l'autogestion et le contrôle populaire contribuent à lutter contre la division sociale du travail, à commencer par la division entre travailleurs manuels et intellectuels. Au-delà de l'entreprise où seront remises en cause les hiérarchies et spécialisations le contrôle populaire étendra cette lutte dans les domaines de la formation et de la vie hors-travail. Enfin, la réduction de l'éventail des revenus constitue une priorité pour parvenir, parallèlement à la lutte contre la division sociale, à cette règle : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

3. — Si ce changement ne se réalise pas du jour au lendemain, il est possible de l'entreprendre dès maintenant. A partir de leurs acquis, les travailleurs peuvent s'engager sur **le chemin du pouvoir**.

3.1. — Au « gradualisme » qui conduit les réformistes à centrer leurs préoccupations sur une « étape démocratique » pour remettre à plus tard le socialisme, nous opposons une démarche dynamique qui, dans une progression de l'action de masse à partir des réalités présentes, lui donne les moyens de parvenir à la société de transition dont les caractéristiques viennent d'être soulignées.

Cette dynamique comporte deux points de passage obligés : l'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir, lui-même dépendant de l'engagement d'une politique de rupture avec le capitalisme.

3.2. — Dans toute phase de lutte intense contre la bourgeoisie, les travailleurs ont montré qu'ils cherchaient à se constituer en force autonome et à créer leurs propres organes d'expression et d'action. Il en sera, a fortiori, ainsi au cours d'une crise de type politique qui donnera naissance à une situation de « double pouvoir » qui ne peut, ni durer indéfiniment, ni s'institutionnaliser, mais seulement déboucher sur le triomphe d'un pouvoir et l'écrasement de l'autre : d'un côté, la démocratie bourgeoise, de l'autre la démocratie ouvrière.

Au-début, les organes populaires naissants seront très divers quant à leur nature, leur objet, leur forme ; ils ne se constitueront pas, a priori, pour ou contre un gouvernement de gauche, mais pour la lutte anticapitaliste et en interaction complexe avec le gouvernement (soutien, pression, conflit) ; et ils ne représenteront encore qu'une fraction limitée de la classe ouvrière et des masses populaires. Pour qu'ils deviennent l'alternative en termes de pouvoir, il faudra qu'ils deviennent l'expression de l'unité populaire, qu'ils se généralisent et qu'ils se coordonnent.

Conseils et comités devront être strictement autonomes vis-à-vis des partis et syndicats, et réciproquement. Les organisations de la classe ouvrière auront à s'exprimer et à émettre leurs propositions dans les organes de pouvoir populaire, non à se les assimiler. Inversement, ces organes ne se substitueront pas aux organisations..

3.3. — Pour avancer dans cette voie du double-pouvoir, il faut que des obstacles importants aient

été franchis, ceux qui ont été créés par le pouvoir précédent et qui pourraient être utilisés contre les travailleurs. C'est pourquoi **une politique de rupture** avec le système (institutionnel, répressif, international, économique) est nécessaire. C'est ce qu'il faut exiger d'un gouvernement. Cette exigence est en même temps une occasion de mobilisation populaire, et donc d'apparition des embryons d'organes de pouvoir populaire. A chaque action gouvernementale nécessaire, il est possible d'associer une action de masse et une forme d'organisation de celle-ci. C'est un aspect fondamental du programme.

3.4. — A l'heure actuelle, nous devons préparer les conditions de cet engagement sur le chemin du pouvoir. L'une de ces conditions peut être la victoire électorale. Mais, à l'évidence, le Programme commun ne correspond pas à cette conception de la politique de rupture : il n'en retient que la face gouvernementale, que par ailleurs certains de ses signataires cherchent à édulcorer. Pourtant, l'exigence de rupture correspond, elle, à la nature des luttes populaires de la période. C'est la tâche des autogestionnaires de les synthétiser et d'ouvrir un large débat sur les objectifs à poursuivre, notamment ceux qui se réfèrent au Programme commun. Nous ne saurions séparer notre contribution à la victoire électorale et notre contribution aux conséquences de cette victoire.

3.5. — C'est par rapport à la possibilité de mettre en oeuvre concrètement ces orientations que doit être appréciée la question de la participation des révolutionnaires au gouvernement, et non, comme le PSU l'a maintes fois rappelé, en fonction d'a priori théoriques. Dans la mesure où toute formule gouvernementale ne peut guère, dans le meilleur des cas,, être pleinement satisfaisante à l'égard de nos objectifs, nous devons guider notre décision en fonction de plusieurs critères : degré d'orientation anticapitaliste de la plate-forme gouvernementale ; capacité d'action propre des autogestionnaires ; potentialités de la mobilisation populaire et du développement de ses organes propres. Toute participation est exclue, dès lors, qu'elle viserait en fait une limitation du développement et de l'autonomie de l'action de masse.

4. — Pour avancer dans cette voie, il y a un certain nombre de **conditions à réaliser**, notamment en ce qui concerne les alliances et les forces à mettre en oeuvre.

4.1. — Les partis de gauche dominants, dans la mesure où ils ne cherchent pas à changer fondamentalement la nature du pouvoir, mais plutôt chacun à y exercer le poids maximal, ne tendent pas à porter au pouvoir un nouveau bloc social hégémonique. A la vision du PCF d'une sorte de capitalisme d'Etat par le contrôle sur les grands monopoles, correspond une stratégie de rassemblement très large sur une base nationale antimonopoliste, mais qui peut entrer en contradiction avec les réalités des luttes qui s'unifient sur une base anticapitaliste. A l'occupation de l'appareil d'Etat pour promouvoir un système de

pouvoir décentralisé et électif — accomplissement de la démocratie bourgeoise — capable d'assurer la cohésion sociale, correspond un « front de classes » — prôné par le PS — comprenant tous les travailleurs quelle que soit leur place dans le processus de production, qui permet justement les compromis dans la mesure où le bloc social ne fait pas place en son sein à l'hégémonie du prolétariat.

4.2. — Construire l'unité populaire, c'est souder autour et sous la direction de cette classe, un bloc de toutes les couches sociales qui, dans les conditions du capitalisme actuel, subissent l'exploitation, l'aliénation et l'oppression. C'est en même temps travailler à l'unification politique de ce bloc social, au travers des luttes menées en commun sur des objectifs de rupture avec le système et dans la confrontation des partisans révolutionnaires de l'autogestion avec les autres courants et forces du mouvement ouvrier.

4.3. — La construction de cette unité populaire passe donc elle-même par le renforcement du courant révolutionnaire pour l'autogestion. Il s'agit là d'une double démarche qui vise, d'une part à favoriser les rencontres, confrontations, recherches communes entre militants ayant pour référence commune la pratique du contrôle, l'objectif autogestionnaire, et d'autre part à permettre la convergence politique de ceux, parmi eux, qui partagent un minimum de références stratégiques communes. On peut prévoir que l'évolution des rapports avec la bourgeoisie va de plus en plus favoriser une telle convergence et rendre possible la constitution d'une force politique, qu'il ne s'agit pas de parachuter avant qu'elle corresponde à la volonté des parties prenantes potentielles, mais à laquelle il faut se préparer dès maintenant.

4.4. — Le rôle du PSU en tant que force politique est de développer le courant révolutionnaire pour l'autogestion au sein de l'unité populaire en créant ainsi les conditions politiques pour que la lutte pour le socialisme autogestionnaire devienne l'affaire des masses et non d'une seule avant-garde. C'est en se renforçant dans l'accomplissement de cette tâche que le PSU travaillera à son propre dépassement dans une organisation politique de masse regroupant tous les partisans révolutionnaires de l'autogestion.

Suivront (dans un bulletin intérieur) cinq chapitres de programme qui illustrent, autour de thèmes concrets, la stratégie que nous proposons ; qui font apparaître les grands choix d'une politique de rupture dans la perspective de la société de transition ; qui, à partir de la mobilisation populaire, à travers le contrôle populaire et ses organes, font apparaître la dynamique qui mène au double-pouvoir et à l'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir.

5. — Changer l'économie (y compris les textes majeurs sur revenus et prix et sur les nationalisations).

6. — Changer la politique (y compris le texte majeur sur les institutions).

7. — Changer la ville.

8. — Changer les rôles sociaux.

9. — La lutte idéologique.

10. — De nouvelles relations internationales (y compris texte majeur sur l'Europe, alliances, défense).

Premières signatures : C. Arnaud ; D. Lesud ; J. Arthuys ; C. Berger ; B. Billaudot ; H. Bouchardeau ; F. Turquan ; Y. Comeau ; C. Guerche ; G. Danto ; J.-M. Demaldent ; S. Depaquit ; P. Gollet ; V. Fay ; M. Gentes ; J. Gallaud ; C. Joxe ; C. Koesler ; J. Beneteau ; B. Lechelon ; V. Leduc ; J. Lestoquard ; M. Moussel ; G. Pallier ; F. Desmoulins ; G. Petiot ; G. Pringot ; B. Ravenel ; B. Rochebrune ; F. Dalbert ; R. Schulbaum ; C. Sylvestre ; B. Verdier ; C. Weidmann ; P. Regnier ; C. Bourdet ; C. Piaget ; J. Berthinier ; A. Jung.

< TEXTE D'ORIENTATION B >

un programme d'action pour le PSU (1re partie)

avertissement

Le document présenté ci-après est la première partie d'un avant-projet de programme d'action pour le PSU. que les membres de la Direction politique nationale, signataires du texte B au moment du débat sur la tactique municipale, soumettent à la réflexion de tout le parti.

Le « programme d'action » qui est un tout sera publié dans son intégralité dans un prochain numéro du *Courrier du PSU* ainsi que d'autres documents {sur les structures du parti, sur les nationalisations, l'Europe, les institutions...}. Par ailleurs, pour la préparation du conseil national « Programme », sera bientôt diffusé un texte général d'analyse qui soutend l'actuel « avant-projet de programme d'action ». Ce qui permet, entre autres, que celui-ci soit rédigé dans un style « non conforme » au style traditionnellement « interne » des résolutions de congrès.

Celui-ci est intitulé « avant-projet » car, les membres minoritaires de la DPN ont voulu qu'il soit issu d'une élaboration collective de tous ceux qui se sont prononcés contre la ligne de soumission à l'union de la gauche.

C'est pourquoi les 4 et 5 décembre se sont réunies une série d'assemblées régionales et que les 11 et 12 décembre se tiendront à Lyon deux journées d'études au cours desquelles seront adoptés définitivement les projets présentés pour le congrès. Inscriptions pour les journées de Lyon : Bernard Schalscha, 4, place Sathonay, 69001 Lyon.

l'enjeu d'une nouvelle période : le pouvoir

En France le pouvoir vacille, le rapport de force évolue en faveur du prolétariat. Mais cette situation n'est pas isolée. L'Italie et l'Espagne sont à l'aube d'une transformation politique fondamentale. Le Portugal reste dans une situation instable et rien n'est encore réglé définitivement entre la bourgeoisie et le prolétariat.

La polarisation de classe aboutit naturellement à une polarisation politique. L'affrontement « gauche » - « droite » se transforme insensiblement en affrontement de classe. Et c'est pourquoi dans le camp bourgeois ce sont les forces les plus réactionnaires, les forces de guerre civile qui s'affirment.

- Une telle situation n'est pas le fruit du hasard. C'est l'évolution de la lutte de classe depuis 1968 qui la met à l'ordre du jour.

Dans la foulée de la crise sociale de Mai-Juin 68, le mouvement ouvrier s'est renforcé quantitativement et qualitativement. De nouvelles revendications, de nouvelles formes de luttes sont apparues. Une gauche ouvrière, en rupture pratique avec l'orientation des partis réformistes s'est dégagée. Le mouvement ouvrier organisé lui-même a été obligé de s'adapter, non sans difficulté, à cette réalité. Les partis bourgeois ont vu leur base sociale se rétrécir. D'abord parce que l'évolution du capitalisme a liquidé une partie de leurs soutiens traditionnels. Mais aussi parce que l'ascension du mouvement ouvrier attire vers celui-ci des secteurs de la petite bourgeoisie et une grande partie des nouvelles couches salariées. Après 1968, la bourgeoisie avait tenté de gagner ces couches sociales, avec sa politique participationniste. Mais le départ de de Gaulle a consacré, pour une période, l'échec de cette tentative.

Le développement de la crise du capitalisme, qui est une crise généralisée non seulement de son appareil de production mais aussi de l'ensemble de

ses institutions, de ses valeurs, et des relations sociales basées sur les relations marchandes, a accéléré ce processus de polarisation.

Cependant, alors que le chômage se généralise, que le pouvoir d'achat des travailleurs s'amenuise, que l'offensive patronale s'accroît, la contre-offensive ouvrière ne s'affirme pas réellement. C'est que les réponses politiques sont inadéquates.

Une telle situation réclame des solutions globales, et mobilisatrices. Des solutions révolutionnaires.

A cette crise d'ensemble du capitalisme, il faut une réponse au même niveau.

- L'autogestion socialiste, c'est-à-dire le pouvoir direct des travailleurs à tous les niveaux et dans tous les domaines, est cette réponse. Mais elle implique une politique qui ne se propose pas l'aménagement de l'Etat bourgeois, mais sa destruction.

Ce n'est pas la politique de l'Union de la gauche et du Programme commun.

Certes celle-ci recueille aujourd'hui les suffrages de la majorité des travailleurs. Mais la dynamique autogestionnaire du mouvement des travailleurs demeure. Tout ce qui a amené à Mai 68, les raisons et les causes de cette révolution manquée, non seulement subsistent mais ce sont accentuées. Par un paradoxe apparent on peut même dire, que l'unité du PC et du PS est un produit de Mai 68. Car il faut une perspective politique transitoire pour qu'une révolte prenne corps et s'affirme.

Certes le décalage est criant entre la perspective réformiste qui cherche à tout prix à limiter le mouvement de masse, à le corseter dans le cadre de ce qui est acceptable par la démocratie bourgeoise, et ce qui est apparu à Lip, dans les casernes, dans les facultés, dans le mouvement des femmes, dans les mouvements écologistes, ou nationalitaires.

A ces manifestations multiples d'une aspiration à une autre société, l'union de la gauche propose le changement de gouvernement par les voies parlementaires. Nous, révolutionnaires pour l'autogestion, disons **c'est le pouvoir qui est à prendre et par l'action de masse.**

Lip et le reste ne disent pas toute la réalité. Mais ils en disent l'essentiel. Ce que veulent les travail-



leurs et leurs alliés, c'est bien sûr de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, de meilleures conditions de vie. Cela la gauche le promet, mais explique déjà maintenant qu'un gouvernement de gauche aura lui aussi à affronter la « crise » avec les moyens de l'austérité. Alors certaines revendications, même immédiates, seront-elles renvoyées aux calendes grecques ?

ce que disent les luttes

Or, même pour lutter sur ce terrain, on cherche à s'organiser pour prendre ses affaires en main, on se pose la question « faut-il produire la même chose ? », on cherche à se coordonner entre usines occupées. C'est autre chose qui s'exprime.

C'est une volonté d'auto-détermination, d'auto-gouvernement, c'est une aspiration à se dégager des contraintes de la hiérarchie capitaliste — et aussi celle des appareils bureaucratiques —, c'est un combat pour forger un autre pouvoir, d'une nature différente : **un pouvoir qui repose sur les conseils de travailleurs et de citoyens dans les usines, les bureaux, et les quartiers.**

Cette volonté est incontrôlable par quiconque. Si l'union de la gauche parvient à occuper l'Etat, elle se développera avec encore plus de vigueur parce que la grande masse des travailleurs croira y voir son propre gouvernement, et y puisera une grande confiance dans ses propres forces.

C'est d'ailleurs la grande peur des dirigeants de l'union de la gauche. Car ils savent que les travailleurs ne leur signent pas de chèque en blanc. Ils savent que les travailleurs exigeront tout de suite des mesures anti-capitalistes.

C'est Bergeron disant « nous soutiendrons un gouvernement de gauche mais nous ne serons pas avec ceux qui, dans la rue, crieront « Mitterrand à l'action ! »

C'est le PCF disant « nous voulons le programme commun. Rien de moins, rien de plus ».

C'est le PS définissant à Seillac sa politique de compromis avec le pouvoir et le patronat.

Ce sont les « Radicaux de gauche », ombre de la bourgeoisie dans l'unité des partis ouvriers PC et PS, demandant la révision du Programme commun sur le seul point qui laissait un minimum d'initiative autonome des travailleurs pour de nouvelles nationalisations.

C'est la direction de la CFDT cherchant à normaliser sa centrale et à y éliminer ses « contestataires ».

Leur crainte à tous, c'est celui du « débordement ». Mais qu'est-ce que ce débordement, sinon précisément **cette volonté des travailleurs de ne s'en remettre à personne d'autre qu'à eux-mêmes pour défendre leurs revendications, de n'accepter aucune « pause sociale », aucun compromis**

avec la bourgeoisie ; en d'autres termes d'utiliser une première victoire pour aller vers leur propre pouvoir ?

Une dualité de pouvoir se créera dans de telles conditions, entre le vieil appareil d'Etat, occupé ou non par l'union de la gauche, et les nouvelles structures de base qui naissent des besoins de la lutte (conseils, comités, etc.).

Un nouveau pouvoir naît d'en bas, antagonique avec l'ancien. Leur coexistence peut durer un certain temps, c'est une question de rapport de forces, mais à un moment ou à un autre, **cette dualité doit être tranchée** en faveur de l'un ou de l'autre des pouvoirs qui s'affrontent.

C'est cela la révolution socialiste, et c'est cela qu'il faut préparer.

ouvrir le chemin du pouvoir

Si c'est bien le pouvoir qui est à prendre, force est de constater que ceux qui, comme nous, proposent cette perspective, sont minoritaires.

« L'unité de la gauche » apparaît comme la seule crédible. Mais cette unité à un double caractère.

- Elle consacre l'unité des deux grands partis ouvriers de notre pays. Et ce seul fait renforce la capacité de lutte des travailleurs. C'est normal. L'unité des travailleurs et de leurs organisations, seuls les sectaires peuvent la mépriser. Au contraire nous en soutenons tout pas en avant, si celui-ci va dans le sens de la satisfaction des intérêts des travailleurs. Si il n'y a pas unité dans l'action, de la base au sommet, de tous ceux qui se réclament du socialisme quelque soit leurs divergences, alors il n'y a pas d'avancée sérieuse possible.

- Mais « l'unité de la gauche » n'est pas seulement l'unité des grands partis ouvriers ; **elle est élargie à des formations étrangères au mouvement ouvrier** ; aux « radicaux de gauche », maintenant à une « quatrième composante gaulliste » sur lesquels les travailleurs ne peuvent exercer aucun contrôle, des traits d'union avec le grand capital. **Ces gens-là n'ont rien à faire dans l'unité ouvrière.** Ou plutôt s'ils y sont c'est qu'ils y jouent une fonction précise : rassurer la bourgeoisie, limiter les revendications ouvrières, préparer les compromis et les capitulations.

- C'est ensuite un programme qui n'est pas n'importe quel programme. Il contient certes des revendications défendues par tout le mouvement ouvrier. Mais il ne remet en cause ni la société de profit, ni les institutions capitalistes. Au contraire, il en accepte le fonctionnement, mais veut les « démocratiser ». Il se place dans le cadre de la Constitution issue du coup d'Etat du 13 mai 58. Il veut réformer une société qui demande à être révolutionnée. Et ce qu'il propose n'est qu'un capitalisme d'Etat dans le-

quel, au nom des travailleurs, partis et syndicats auraient un peu plus de contrôle.

Ce programme pour toutes ces raisons n'est pas le nôtre. Il ouvre la voie à la collaboration de classe, donc à la défaite.

• Parce que nous savons que seule l'unité ouvrière sur des bases claires et démocratiques peut ouvrir la voie à des changements réels, nous proposons aux travailleurs socialistes et communistes de lutter ensemble.

Mais nous avons avec leur parti des divergences profondes. Qui décidera de qui à raison ?

Seule l'expérience du combat commun à la base créera les conditions d'un débat concret et d'une progression collective.

Cette bataille de classe ne peut pas se limiter à la lutte dans l'usine ou le quartier, elle doit se mener contre le gouvernement aujourd'hui minoritaire.

De même que dans une lutte locale il est possible de s'unir pour opposer aux solutions bourgeoises les solutions ouvrières, il est possible de le faire dans la lutte pour chasser le gouvernement.

Un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations, un gouvernement de classe, basé sur l'unité réelle non seulement au sommet mais surtout à la base dans des comités d'unités, un gouvernement satisfaisant les revendications donc rompant avec la bourgeoisie, est possible et nécessaire.

Un tel gouvernement ne sera pas encore le pouvoir direct des travailleurs mais il peut en ouvrir consciemment la voie en entamant le démantèlement des appareils répressifs, en appuyant toutes les initiatives pour développer le contrôle ouvrier, en expropriant les expropriateurs, et surtout en favorisant la mobilisation extra-parlementaire des travailleurs.

Le gouvernement d'union de la gauche ne sera pas un tel gouvernement. C'est pourquoi il n'est pas envisageable qu'un parti révolutionnaire y participe.

Il peut soutenir tout pas en avant positif qu'il fera. Il doit défendre, par la mobilisation, les conquêtes obtenues contre toute attaque réactionnaire ; **mais il ne peut créer l'illusion que ce gouvernement ouvre la voie au socialisme**, alors que ses futurs dirigeants annoncent déjà qu'ils n'appliqueront pas tout de suite leur propre programme.

La perspective transitoire du gouvernement anticapitaliste des organisations ouvrières est celle pour laquelle nous luttons. Elle ne peut



être confondue avec celle du gouvernement de l'union de la gauche.

les forces existent pour cette politique

L'apparence peut tromper. Le rouleau-compresseur du PS et de l'union de la gauche trompe. Certes, électoralement, elle semble laminer les autres forces et les révolutionnaires particulièrement.

Mais ce serait se tromper que de croire que toute la réalité est là. Quand il s'agit de déléguer son pouvoir, ces partis logiquement se renforcent. C'est leur fonction. Mais dès qu'il s'agit d'autre chose, c'est-à-dire de prendre en charge sa propre vie, ses revendications, ses formes de lutte, il n'en va pas de même.

Un large courant autogestionnaire existe et se développe. Il se manifeste d'une multitude de manières souvent peu liées entre elles :

Travailleurs CFDT et CGT créant leurs comités de grève pour diriger démocratiquement leur lutte avec les non-syndiqués, commençant à se coordonner par régions, par branches, par type de lutte de façon intersyndicale, luttant contre la hiérarchie des salaires et des fonctions ; travailleurs de la santé cherchant à remettre en cause le statut de leur travail ; enseignants refusant le rôle de transmission de l'idéologie bourgeoise ; étudiants et lycéens cherchant à contrôler le contenu de leurs études ; femmes luttant dans leurs organisations (comités et groupes femmes, commissions syndicales, centres autogérés d'orthogénie...) pour le contrôle de leur corps et de leur vie ; habitants des quartiers populaires s'organisant collectivement pour la socialisation des tâches quotidiennes, pour l'autoréduction des loyers et des charges ; nationalitaires cherchant à se libérer de l'emprise croissante de l'Etat centralisateur ; soldats combattant l'armée au service du Capital ; écologistes soulignant les dangers catastrophiques pour l'humanité de la croissance sau-

vage du capitalisme ; magistrats, psychiatres, éducateurs sociaux critiquant en pratique leur rôle de garde-chiourme de la société; jeunes cherchant à se libérer des contraintes de l'oppression familiale, sexuelle, de l'aliénation du travail sans but humain etc.

Comment unifier ces luttes nouvelles ? Voilà le problème principal du mouvement révolutionnaire.

Car chacun de ces mouvements a ses propres déterminations et sa propre logique. Ceci ne divise pas le mouvement général, au contraire cela renforce la volonté de lutte de chacun.

Alors comment favoriser la convergence politique ? Celle-ci ne va pas de soi. Par nature ces mouvements sectoriels sont soumis aux pressions politiques dominantes. Ils peuvent avoir la tendance à s'en remettre, pour ce qui concerne les « grands » problèmes politiques, aux forces qui, conjoncturellement ont le vent en poupe. Comme le PS aujourd'hui. D'autres ont tendance à se dégager du champ politique traditionnel, comme actuellement le mouvement écologique.

Comment dépasser ce décalage ? Comment montrer concrètement qu'être réellement pour l'autogestion signifie préparer la révolution.

Ce n'est pas d'abord un problème d'organisation. C'est avant tout une question de pratique et de programme.

Sur ce terrain l'extrême gauche organisée est largement en retard. Son isolement (au moins électoral) en est une des conséquences.

S'il est logique que ce soient les partis qui se présentent comme les mieux à même d'exercer un certain type de pouvoir au sein des institutions capitalistes, qui recueillent — lorsque c'est ce problème qui, apparemment, se pose — la majorité des suffrages ouvriers, il ne faut pas faire de vice, vertu.

L'extrême gauche est divisée. Son langage et sa pratique sont décalés par rapport aux aspirations autogestionnaires.

Si elle entre en crise, alors que la situation évolue vers des affrontements décisifs, ce doit être pour elle le signal d'un redressement spectaculaire.

Nous, parti socialiste révolutionnaire, luttons pour un tel redressement.

vers une alternative politique

Dépasser cette division ne peut être un souhait œcuménique. **Nous ne souhaitons pas une addition, nous voulons une multiplication.**

Un parti révolutionnaire est nécessaire. Sans son intervention consciente, la victoire sur la bourgeoisie est, au bout du compte, impossible. Mais le parti révolutionnaire n'est pas le sauveur suprême. C'est un moyen spécifique que se forge la classe ouvrière de même qu'elle construit ses syndicats, ses comités de grève, ses conseils ou tout autre forme

d'organisation. Il n'y a pas de hiérarchie entre ces structures ; il y a complémentarité. Le parti révolutionnaire, intellectuel collectif, ne « dirige » pas le mouvement des masses. S'il a une fonction, c'est celle d'aider la classe ouvrière à réaliser elle-même son rôle historique.

Un tel parti révolutionnaire ne naît pas de rien. Il ne se construit pas à l'extérieur du mouvement réel. Au contraire, **il ne peut surgir que comme un produit de ce mouvement**, de tâches nouvelles qu'il se propose, et donc d'organisations nouvelles qu'il se donne pour les mener à bien.

Et c'est à travers une recombinaison générale du mouvement ouvrier, **qui implique crises et ruptures dans les partis traditionnels**, qu'il pourra émerger.

Mais ceci se prépare et tout de suite.

Par la confrontation systématique, par le débat unitaire permanent, par l'action commune.

Par la construction d'un large mouvement pour l'autogestion socialiste ouvert sans exclusives à tous ceux qui sont prêt à y travailler.

Par l'affirmation d'un pôle révolutionnaire capable de parler d'une seule voix. ■

Premières signatures :

J. Allée (DPN-Paris - Commission femme) ; N. Bultot (DPN-Doubs - Commission entreprises) ; H. Benoît (DPN-Paris - Commission entreprises) ; G. Feldman (DPN-BF Rhône) ; M. Fiant (BN-Paris) ; J. Grobla (DPN-BF région parisienne) ; M. Guillen (BN - Commission agricole) ; D. Lompuech (DPN-Midi Pyrénées - Commission agricole) ; G. Marquis (BN- Paris- Commission entreprises) ; M. Najman (DPN-Paris) ; C. Portman (DPN-BF Bouches-du-Rhône) ; L. Prouteau (DPN-BF Loire-Atlantique) ; J. Verger (DPN-Paris)

< TEXTE D'ORIENTATION C >

Consolider l'autonomie du mouvement autogestionnaire par une stratégie d'unité populaire « anti-exploitations »

Alors que, depuis le Conseil National de Joinville, dans toute la France, des camarades participent à l'élaboration des textes que nous proposerons au Congrès de janvier 1977, on nous demande de les présenter dans une mouture très condensée. Le courant de pensée que nous représentons n'a pas encore eu la possibilité réelle de s'exprimer et nos analyses sont ignorées de beaucoup de militants.

Nous exposerons ici la ligne générale de notre réflexion pour situer le problème et préciser la stratégie sur laquelle nous entendons appuyer le PSU. Deux analyses, l'une sur les couches et les classes, l'autre sur les forces sociales sont à la base

de notre position. D'autres textes, notamment sur le fonctionnement interne expliciteront les idées avancées ici.

NOTRE PROJET

Nous constatons que les couches salariées anti-capitalistes sont traversées par un certain nombre de contradictions dites « secondaires » parmi lesquelles la principale oppose les travailleurs intellectuels aux travailleurs matériels, autrement dit la couche compétente à la couche exécutante.

D'autres contradictions opposent les hommes et femmes, le centre aux minorités nationales, les différentes couches hiérarchisées entre elles, etc.

Le mouvement ouvrier s'est toujours efforcé de dégager des revendications communes, pour unifier la classe, refusant souvent de considérer les rapports de domination qui peuvent s'installer ou existent déjà entre les différentes catégories d'exploités. Ainsi les forces de gauche en France mettent en avant une stratégie anti-capitaliste, ne prenant en considération que les revendications et les actions mettant directement en cause les capitalistes, voire les seuls monopolistes.

Cette stratégie conduit à taire, à freiner systématiquement les luttes qui ne sont pas dirigées seulement contre l'ennemi capitaliste, soit en niant qu'il existe de tels problèmes (PC et les minorités nationales), soit en renvoyant leur solution après la révolution (PC et les femmes), soit en les acceptant en parole et en les déviant de leurs objectifs spécifiques (PS et l'autogestion).

Cette solution semble s'imposer spontanément, mais la réalité actuelle, comme la réalité historique, montrent qu'elle amène inexorablement à défendre prioritairement les intérêts des moins exploités parmi les salariés. Si on fait taire les revendications spécifiques des OS vis-à-vis des OP et des OQ, on privilégie les qualifiés; si on passe sous silence les revendications spécifiques des femmes vis-à-vis des hommes, on privilégie les hommes; surtout si on tait les revendications des ouvriers et des employés au profit de l'ensemble des travailleurs, on privilégie la couche compétente qui par sa formation polyvalente et sa détention de l'information a la possibilité de détourner toute transformation à son profit. De même, si on tait les revendications de la paysannerie pauvre ou prolétarisée vis-à-vis des travailleurs des villes on privilégie ces derniers, etc.

Les propositions actuelles de la « majorité » du parti nous conduisent à disparaître derrière les forces de l'union de la gauche (cf. : élections partielles). Faute d'une ligne nous démarquant clairement, nous ne trouvons pas notre identité, nous sommes marginalisés et nous ne pouvons plus rassembler autour de nous les exploités qui prennent d'abord conscience de leur propre exploitation avant de ressentir la né-

cessité de s'unir contre la bourgeoisie.

Nos difficultés internes viennent, entre autres, de la contradiction entre notre mode de fonctionnement et les luttes auxquelles nous participons sur le terrain. Depuis longtemps, les militants du PSU ont adopté une pratique anti-exploitation en posant la question de la cohérence dans la reconnaissance des contradictions secondaires. Il est temps que notre parti accorde sa théorie à sa pratique. Refusant toute stratégie qui soit exclusivement anticapitaliste, notre projet est de faire du PSU dans son fonctionnement interne comme dans sa stratégie le parti « anti-exploitation ».

Une telle stratégie est indissolublement liée à un fonctionnement et à un projet autogestionnaires. La prise en compte des exploitations secondaires ne peut se faire qu'en reconnaissant à chaque lutte correspondante une certaine autonomie, permettant à chaque catégorie de prendre en charge ses problèmes propres : autonomie des mouvements sur le plan national, autonomie des secteurs sur le plan interne. Tout naturellement, elle apporte donc aussi une réponse au phénomène bureaucratique qui s'est révélé avec l'évolution de l'URSS l'un des dangers majeurs de notre époque.

NOTRE STRATEGIE D'UNITE POPULAIRE

L'unité prolétarienne

En passant outre à la légalité patronale et bourgeoise et sans se laisser freiner par les bureaucraties syndicales, les ouvriers et les employés dans l'entreprise imposent leur contrôle : c'est le sens de notre axe de lutte du contrôle ouvrier. Les assemblées générales constituent le lieu essentiel de la décision collective.

La détermination d'objectifs unifiants à partir des revendications les plus avancées est la garantie que chaque secteur de lutte pourra se mettre en mouvement à la fois pour lui-même et pour les autres. L'articulation entre objectifs spécifiques et objectifs généraux unifiants, le choix des formes d'action et d'organisation qui en découlent sont la base même du débat politique parmi les exploités.

C'est ce qu'apportent les revendications de type : 2 500 F pour 35 heures ; 300 F d'augmentation uniforme ; pas de licenciements ; blocage des cadences et augmentations des effectifs ; vivre au pays etc. Ainsi peut progresser l'unité prolétarienne.

L'unité populaire

L'unité populaire c'est la convergence, la recherche de la cohérence entre toutes les luttes menées par les exploités contre leur propre oppression et la lutte d'ensemble contre la bourgeoisie et plus précisément contre l'instrument qui maintient le système : l'Etat capitaliste.

C'est le cas des luttes communes : *ouvriers-paysans* sur le pouvoir d'achat, *entreprises-quartiers* sur les transports, les loyers, les charges, l'emploi ; *entreprises-écoles* sur la reproduction de la division du travail, la hiérarchie, la formation professionnelle...

S'ils prennent appui sur les revendications des classes exploitées, les mouvements de minorités nationales, des femmes, des jeunes, d'immigrés assurent la construction de l'unité populaire.

A travers la démocratie ouvrière et populaire, les couches exécutantes font l'apprentissage de leur auto-organisation et de leur pouvoir. Elles apportent ainsi une réponse positive à la stratégie de la bourgeoisie qui cloisonne les secteurs pour mieux faire payer la crise à l'ensemble des exploités.



« compromis historique à la française », d'autant plus que le rapport de force actuel est par trop défavorable au PSU.

NOS OBJECTIFS DANS LA PERIODE

Eléments d'analyse

La situation est marquée par une restructuration du capitalisme sous l'emprise des multinationales. Cette restructuration lui est nécessaire devant les difficultés d'élargissement géographique du marché. La coexistence pacifique a permis une certaine ouverture vers les pays de l'Est, mais n'a pas apporté une réponse suffisamment rapide pour faire face à la crise créée par le raidissement du Tiers-Monde (pétrole, matières premières).

La conjoncture est aussi marquée par des difficultés croissantes pour les exploités face à une restructuration qui provoque une série de « faillites » et la généralisation du chômage. Ces difficultés se produisent au moment où le « mouvement de mai » a perdu de sa virulence mais a engendré un durcissement général des travailleurs. Ceux-ci exigent une série de réformes de l'entreprise et du cadre de vie d'autant plus difficiles à opérer que la bourgeoisie nationale est incapable de supporter la moindre concession.

Certes, le Programme commun en tant que catalogue de recommandations catégorielles conserve un certain prestige ; mais ces recommandations ne prennent pas en compte les besoins qui se manifestent actuellement au niveau des luttes.

Unité d'action

Il ne faut pas confondre une unité d'action avec l'Union de la gauche et l'Unité populaire telle que nous l'avons définie. Prendre en compte les différents niveaux d'exploitation, y compris les intérêts parfois contradictoires qui les traversent, est en opposition complète avec les différentes versions d'un

Il ne peut donc y avoir de pacte d'unité d'action général avec les partis réformistes ; nous rejetons les tentatives qui pourraient être faites et qui viseraient à placer le PSU dans le cadre d'un bloc social et politique, dont on sait qu'il serait entièrement dominé par la stratégie réformiste, et qu'il permettrait, soit la liquidation violente ou progressive des organisations autonomes issues du mouvement de masse et du pôle autogestionnaire, soit leur détournement habile vers des objectifs qui leur sont étrangers. Ceci n'exclut, en aucune façon, une unité d'action qui serait ponctuelle, conflictuelle, des ruptures intervenant chaque fois qu'il apparaît que l'intérêt spécifique des exploités est oublié.

L'Unité populaire ne peut non plus se contenter d'une recherche de l'unité des révolutionnaires alors que de nombreuses luttes populaires rassemblent des militants non sur l'idée de révolution, mais sur celle d'autogestion.

Nous ne nous désintéressons pas des problèmes électoraux, mais, actuellement, la question du pouvoir proprement dit ne se pose pas directement pour le PSU. La dynamique de l'union de la gauche nous amène à penser que la période qui s'ouvre sera difficile pour notre parti. Notre tâche doit donc être de favoriser la victoire des partis de gauche, mais surtout de consolider notre autonomie par une ligne claire anti-exploitations, de renforcer le PSU par une ouverture effective aux couches exploitées en nous en donnant les moyens.

Nos axes d'intervention immédiate

Dans les mouvements qui ont pour origine des exploitations secondes, le rôle des militants PSU sera

de mettre en avant les contradictions de classe qui les traversent, donc de faire apparaître le poids du capitalisme, mais aussi de la couche compétente. En soutenant au sein des mouvements de femmes, de jeunes (pas seulement étudiants), de minorités nationales, de soldats, etc., les revendications des classes exploitées, ils contribueront à la construction de l'Unité populaire.

La CFDT doit retenir toute l'attention des militants du PSU. Le rôle qu'ils peuvent y jouer est fondamental. En effet, elle renferme des forces dont la pratique rejoint manifestement une stratégie anti-exploitations ; les deux propositions minoritaires du congrès d'Annecy ayant eu le plus grand nombre de voix ont porté sur « le rôle hégémonique de la classe ouvrière » et la hiérarchie des salaires ; de plus, l'Union des cadres CFDT regroupe la fraction de la couche compétente la plus prête à rallier les classes exploitées. La CFDT manifeste une nette tendance à la bureaucratisation, c'est-à-dire à l'émergence d'un appareil défendant ses propres intérêts, ce qui apparaît dans les attaques présentes contre tous ceux qui ne partagent pas la position majoritaire. Dans cette évolution le poids du PS est devenu déterminant et notre première tâche est de renforcer, par un ferme soutien politique, la gauche syndicale, menacée à plus ou moins long terme.

Enfin, le PSU devra mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour, suivre et développer les actions qu'il lance.

Il en va ainsi des coordinations des luttes, des chômeurs, des soldats et enfin de la dernière en date, les états généraux pour l'autogestion qui ont rencontré un succès non négligeable. Toutes ces actions, non exploitées au maximum, doivent être relancées sur les bases d'une stratégie clarifiée.

La construction du pôle autogestionnaire

A travers ces axes d'intervention, la priorité doit être mise sur la construction du pôle autogestionnaire capable de porter l'ensemble des contradictions secondaires au plus haut niveau dans l'affrontement avec l'Etat bourgeois. Ce pôle aura à défendre de l'extérieur les intérêts des exploités face à un éventuel gouvernement PS et PC qui ne les prennent pas réellement en compte.

Ce pôle révolutionnaire est marqué du sceau de l'autogestion parce que l'autogestion est, avant tout, le système d'organisation politique et sociale bâti sur les intérêts des exploités. Mais il est ouvert à toutes les forces, à tous les militants organisés ou non qui luttent pour la démocratie directe. Il doit être ainsi le lieu de rassemblement des militants de la gauche syndicale, de la gauche ouvrière paysanne et populaire. S'il s'en donne les moyens, le PSU sera ce pôle, en référence à l'*Unité populaire anti-exploitations*.